



COLLOQUE INTERNATIONAL

15 et 16 juin 2017

Université Grenoble Alpes

CERHIUS-ILCEA4 / CRESPPA-CSU / Institut des Amériques

Gouvernements progressistes et postnéolibéralisme en Amérique Latine : la fin d'un « âge d'or » ?

Responsables

Franck Gaudichaud (CERHIUS-ILCEA4)

Thomas Posado (CRESPPA-CSU)

Comité scientifique

Janice Argailot (Université Grenoble-Alpes)

Maya Collombon (IEP de Lyon)

Olivier Compagnon (IHEAL – Paris)

Irène Favier (Université Grenoble-Alpes)

Marie-Laure Geoffroy (IHEAL – Paris)

Edgardo Lander (Universidad Central de Venezuela)

Massimo Modonesi (UNAM – México)

Franklin Ramírez (FLACSO – Quito)

Pierre Salama (Université Paris-13)

Pablo Stefanoni (revista Nueva Sociedad)

Maristella Svampa (Universidad Nacional de La Plata)

Jean-Baptiste Thomas (Université de Poitiers)

Henry Veltmeyer (Saint Mary's University - Halifax)

Résumé

Après une décennie des années 70 marquée par de sanglantes dictatures (et/ou des guerres civiles), des années 80 et 90 par les plans d'ajustements néolibéraux, l'Amérique latine a connu, depuis 1998, l'arrivée de gouvernements « progressistes » à la tête des Etats, notamment au sud du continent. Ce nouveau cycle politique est le fruit combiné d'une crise d'hégémonie des élites et partis traditionnels, et de la montée en puissance de diverses révoltes collectives, telles le *Caracazo* vénézuélien ou le zapatisme mexicain, des oppositions puissantes à des privatisations de l'eau et du gaz en Bolivie, mais aussi au Brésil ou au Costa Rica avec des mobilisations paysannes massives. Ceci alors que plusieurs chefs d'Etat ont été balayés par la rue au Pérou, en Equateur, en Bolivie et en Argentine, signant ainsi le retour de la question sociale dans le champ politique et la fin du « consensus de Washington ». Si on a pu parler de « tournant à gauche », ces gouvernements progressistes n'ont toutefois pas -ou peu- d'homogénéité. D'ailleurs, journalistes et chercheurs ont souvent opposé « deux gauches » latino-américaines : l'une aux accents anti-impérialistes, refondant les Constitutions, marquant le retour de l'Etat et sa défiance envers l'économie de marché ; l'autre s'adaptant aux institutions et préférant une attitude consensuelle envers les élites et le capital transnational. Plus d'une décennie et demie après l'élection de Hugo Chávez, il paraît préférable d'évoquer une multiplicité de contextes nationaux, traversés par un même mécontentement citoyen et un souci de répondre à l'urgence sociale de la part de gouvernements « nationalistes-populaires » et souvent qualifiés de « postnéolibéraux » (Sader, 2008 ; Katz, 2008).

Indéniablement, la « vague » de gouvernements progressistes en Amérique du sud suscite l'intérêt des politistes et de la communauté scientifique depuis plusieurs années. Ainsi en France, plusieurs ouvrages se sont inscrits dans une tentative de compréhension de ce phénomène : avec un certain enthousiasme (Gaudichaud, 2008), de manière plus réservée (Saint-Upéry, 2008) ou pour souligner les tentations autoritaires (Dabène, 2008). Un certain nombre de dossiers de revues ont été également publiés sur le sujet (*Actuel Marx*, 2007 ; *Problèmes d'Amérique latine*, 2009). Cet intérêt est aussi bien réel au sein des universités latino-américaines (*Nueva Sociedad*, 2008). Néanmoins, depuis 4 ou 5 ans, les incertitudes s'amoncellent autour de ces exécutifs se réclamant du progressisme. Deux d'entre eux ont été renversés par des coups d'Etat (au Honduras en 2009 et au Paraguay en 2012), plusieurs affrontent désormais des mouvements sociaux aux répertoires d'actions différents (grève générale en Bolivie ou en Argentine, résistances socio-environnementales au Pérou, révoltes urbaines au Brésil, manifestations des couches moyennes supérieures au Venezuela...). Cette crise a pris une intensité supérieure ces derniers mois avec la victoire de Mauricio Macri aux élections présidentielles argentines, la défaite du chavisme aux élections législatives vénézuéliennes et celle d'Evo Morales au référendum sur la réélection du binôme présidentiel et la crise économique et politique que connaît le Brésil. Sur le plan économique, l'absence d'alternatives concrètes au modèle rentier ou primo-exportateur, à la « reprimarisation » des cycles productifs (Salama, 2012) ou encore aux processus néo-extractivistes de ressources naturelles, est de plus en plus au centre des critiques de la société civile et des oppositions politiques.

Cette nouvelle conjoncture -et ses nombreuses inconnues- est partiellement décelable dans la littérature récente. Si certains auteurs, dans une perspective marxiste (Herrera, 2010) ou fonctionnaliste (Couffignal, 2013), décèlent avant tout une « nouvelle » Amérique latine, « révolutionnaire » et « laboratoire démocratique de l'Occident », d'autres auteurs (Dabène, 2012 ; Gaudichaud, 2016) ou revues (*Recherches internationales*, 2012 et 2016; *Mouvements*, 2013) mettent en lumière, sous divers éclairages, les difficultés, contradictions et limites des gouvernements en place (CEPAL, 2010). Au-delà des frontières de l'Hexagone, cette situation politique intéresse la communauté anglo-saxonne, dans une perspective critique centrée sur les impacts de la mondialisation du capital dans la région (Robinson, 2008 ; Webber, 2016). En Amérique latine, les chercheurs invitent à approfondir cette question face à des gouvernements « à la croisée des chemins » et qui font difficilement face à de nouveaux acteurs hégémoniques, telles que les firmes transnationales et la Chine ou encore vis-à-vis des dynamiques de prédation extractivistes, issues du « consensus des commodities » (Svampa, 2012 ; *Nueva Sociedad*, 2014).

Assistons-nous ainsi à la fin d'un « âge d'or » des gouvernements progressistes sud et latino-américains ? Voire même à diverses formes et au développement de « révolutions passives » (Modenesi, 2012) ? Comment expliquer cet essoufflement ? Et avec quelles perspectives, alors que la configuration politique évolue dans plusieurs pays clefs ? Quelle est la place des mouvements sociaux dans ce contexte en tension ?

Un tel colloque international centré sur l'Amérique du sud aura l'avantage de pouvoir mobiliser un public de chercheurs aussi bien français qu'étranger, et de renouveler notre approche, à plus de 15 ans du « tournant à gauche » dans la région. Il reste également ouvert à des éclairages centraméricains (cas du Nicaragua de Ortega et Murillo) et caribéens (notamment quant à l'impact et évolution des relations entre Cuba et les divers gouvernements progressistes).

Argumentaire

Depuis l'élection d'Hugo Chávez, en 1998, dix pays latino-américains ont choisi une alternance gouvernementale à gauche, articulée autour de projets de type progressistes ou nationalistes-populaires. Après avoir été le laboratoire du néo-libéralisme, l'Amérique latine serait ainsi devenue celui de sa contestation, avec le surgissement d'exécutifs critiquant le « consensus de Washington », dans certains cas issus de puissants mouvements sociaux et/ou de profondes crises des systèmes politiques traditionnels. Ces gouvernements ont affirmé vouloir mettre en place un projet de société alternatif aux confluences de l'héritage indigène, de l'intégration régionale bolivarienne et de l'actualisation de la visée socialiste de l'émancipation. Ceci, non sans limites et contradictions. De plus, depuis quelques années, incertitudes économiques, tensions sociales et difficultés politiques s'amoncellent autour de ces expériences, à tel point que certains auteurs y voient la « fin d'un cycle ».

Nous souhaitons nous interroger sur la conjoncture actuelle des progressismes gouvernementaux latino-américains, avec des communications organisées autour de cinq axes :

1/ Neoextractivisme et modèles de développement

Malgré l'invocation du mythe de la *Pachamama*, les appels au *buen vivir* et au « socialisme du XXIème siècle », le modèle de développement latino-américain est toujours empreint du paradigme extractiviste et néo-développementiste. Après l'arrêt de l'initiative Yasuni-ITT par Correa en août 2013 et la multiplication de méga-projets (du barrage de Belo Monte au Brésil au décret sur l'Arc Minier de l'Orénoque au Venezuela), quels sont les modèles de développement concrètement à l'œuvre dans la région ? Quelles relations entre exécutifs progressistes, élites locales et capital transnational ? Et, enfin, comment les gauches latino-américaines au gouvernement envisagent-elles cette question centrale ?

2/ Etat compensateur, post-néolibéralisme et politiques publiques

Les politiques publiques post-néolibérales mises en œuvre en matière d'éducation, santé ou alimentation ont permis une nette amélioration des conditions matérielles des classes subalternes (selon la CEPAL, un recul de dix points de la pauvreté entre 1999 et 2007). Quelle est toutefois la nature de ces politiques : pansements conjoncturels limitant les effets du néolibéralisme globalisé, changements structurels en construction ? Assiste-t-on à l'édification de nouvelles formes d'Etat-Providence à la périphérie du système-monde ? La notion de post-néolibéralisme est-elle satisfaisante au moment de définir les politiques concernées ? Ces politiques sont-elles pérennes dans des pays comme l'Argentine où le camp conservateur a repris le pouvoir ?

3/ Leaderships charismatiques, nationalisme populaire et mouvements sociaux

Combinant politiques redistributionnistes et leaderships charismatiques, ces gouvernements parviennent depuis plus d'une dizaine d'années à s'inscrire dans la durée. Si la stabilité politique semble à court terme garantie grâce à de solides bases électorales et la cooptation d'une partie des mouvements sociaux, une nouvelle vague de contestation se développe (grèves de salariés, résistances socioenvironnementales, manifestations urbaines, etc...). Quelles sont les ressources mobilisées lors de ces conflits, leurs répertoires d'action et impacts dans le champ politique ? Comment y répondent les exécutifs ? Quelles conséquences au sein des gauches et des systèmes partisans ?

4/ Le retour au pouvoir des oppositions conservatrices ?

Au même moment, une nouvelle opposition émerge, émancipée partiellement des partis traditionnels et établissant une stratégie de reconquête du pouvoir (Capriles au Venezuela, Lasso en Equateur ou Macri en Argentine, stratégie couronnée de succès dans ce dernier cas). Cette opposition liée au camp conservateur, tente de se démarquer de l'héritage des gouvernements des années 90, tout en s'articulant dans certains cas avec des franges « dures », insurrectionnelles ou séparatistes (Bolivie, Venezuela). Quelle est la teneur des recompositions en cours au sein des droites dans les pays gouvernés par le progressisme ? Avec quelle base sociale et électorale ?

5/ Géopolitique et recomposition des rapports de forces régionaux

L'arrivée au pouvoir de gouvernements nationalistes populaires a suscité l'hostilité de la puissance hégémonique hémisphérique (les Etats-Unis), pourtant, les latino-américains ont réussi à mettre en échec la zone de libre-échange des Amériques et à constituer des organes d'intégration régionale autonomes de la tutelle étasunienne (ALBA, CELAC, UNASUR, relance du MERCOSUR). Cette autonomie intégrationniste durable est sans précédent dans l'histoire du continent. Néanmoins, les perspectives bolivariennes initiales (ALBA, banque du Sud) marquent le pas et l'imbrication croissante de l'Amérique latine dans les rets du capitalisme global nuancent ce constat : qu'en est-il réellement ? Au moment où ces gouvernements connaissent une crise à la fois économique, sociale et politique et où l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche ouvre un certain nombre d'incertitudes, de nouveaux acteurs externes (Chine, certaines firmes transnationales, ou régionaux comme le Brésil) sont-ils en train de redessiner les cartes d'un « nouvel impérialisme » ?

Orientation bibliographique générale

F Andréani, J Cohen (coord.), « Amérique latine : capitalismes, résistances et reconfigurations politiques », *Mouvements*, n°76, 2013.

A Bárcena, *Balance de una década en América Latina: brechas por cerrar y caminos por abrir*, CEPAL, Santiago, 2010.

G Bataillon, MF Prévôt-Schapira (dir), « Mutations des gauches latino-américaines » *Problèmes d'Amérique latine*, n°71, 2009.

G Couffignal, *La Nouvelle Amérique latine*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013.

O Dabène (dir.). *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

O Dabène (dir.), *La gauche en Amérique latine (1998-2012)*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

F Gaudichaud (dir.), *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme*, Textuel, Paris, 2008.

F Gaudichaud, "¿Fin de ciclo? Los movimientos populares, la crisis de los "progresismos" gubernamentales y las alternativas", Dossier: América Latina: crisis de los "gobiernos progresistas" y alternativas actuales, *Revista Herramienta*, N°58, 2016.

R Herrera, *Les avancées révolutionnaires en Amérique latine*, Parangon, Lyon, 2010.

C Katz, *Las disyuntivas de la izquierda en América Latina*, Ediciones Luxemburg, Buenos Aires, 2008.

J Lanzaro *et al*, « Los colores de la izquierda », *Nueva Sociedad*, n°217, sept-oct. 2008.

M Modenesi, "Revoluciones pasivas en América Latina. Una aproximación gramsciana a la caracterización de los gobiernos progresistas de inicio de siglo" en Mabel Thwaites Rey (ed.), *El Estado en América Latina: continuidades y rupturas*, CLACSO-ARCIS, Santiago de Chile, 2012.

T Posado (coord.), « Les gauches latino-américaines », *Recherches internationales*, n°93, 2012.

T Posado (coord.), « Tournant à gauche en Amérique Latine : fin de cycle ? », *Recherches internationales*, n°107, 2016.

W I Robinson, *Latin America and Global Capitalism*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2008.

E Sader, *Posneoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2008.

R Sandbrook (coord.), « América Latina: ¿camino enfrentados? », *Nueva Sociedad*, n°250, Marzo-Abril 2014.

M Svampa, « Consenso de los Commodities, giro ecoterritorial y pensamiento crítico », *Revista OSAL*, CLACSO, n°32, 2012.

P Salama, *Economies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Armand Colin, Paris, 2012.

M Saint-Upéry, *Le rêve de Bolívar*, La Découverte, Paris, 2008.

J Webber, *The Last Day of Oppression, and the First Day of the Same: The Politics and Economics of the New Latin American Left*, Haymarket, Chicago, 2016.

C Whitaker (coord.), « L'Amérique latine en lutte : hier et aujourd'hui », *Actuel Marx*, PUF, n°42, vol. 2, 2007.

Envoi des propositions et Calendrier

Les propositions devront parvenir **avant le 25 mars 2017**.

Chaque proposition comprendra :

- Nom et prénom, brève présentation biographique du/de la communicant(e)
- Titre de la communication et axe dans laquelle elle s'inscrit (sur les 5 proposés dans l'argumentaire)
- Résumé (2 000 caractères maximum)
- Bibliographie

Envoi à colloqueprogressismeamlat@gmail.com

Les textes seront rédigés en français ou en espagnol. Les langues de travail du colloque seront le français et l'espagnol.

Un site internet permettra le suivi et la mise en ligne de nouvelles informations sur :

<https://progresismos.sciencesconf.org>

Calendrier

Les auteur-e-s seront informé-e-s de la décision du comité d'organisation avant le 15 avril 2017.

Les intervenant-e-s, dont les propositions auront été retenues, devront transmettre aux organisateurs le texte de leurs communications avant le 5 juin 2017, délai de rigueur. Des indications précises sur le format à suivre leur seront communiquées en même temps que la liste définitive des participants.

Droits d'inscription pour communicants

- Tarif normal : 40 €
- Tarif réduit (doctorant-e-s et chercheurs sans poste) : 15€

Entrée libre et gratuite pour le public